

La Rapporteuse Spéciale sur l'extrême pauvreté et droits de l'homme

Consultation

L'impact de la politique budgétaire et fiscale sur les droits de l'homme

Date limite - 2 Décembre 2013

En préparation de la 26ème session du Conseil des Droits de l'homme à venir (juin 2014), la rapporteuse spéciale sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, Magdalena Sepúlveda Carmona, invite la société civile ainsi que les institutions nationales des droits de l'homme à soumettre leurs contributions à propos de **l'impact de la politique budgétaire et fiscale sur les droits de l'homme**.

Le rapport appliquera les principes et normes relatives aux droits de l'homme aux différentes pratiques d'augmentation des revenus, des impôts et des dépenses, avec pour objectif de : (1) identifier les tendances actuelles en matière de politique budgétaire et leur impact sur les droits de l'homme, en particulier sur les personnes vivant dans la pauvreté; (2)) mettre en évidence les préoccupations ainsi que les avantages relatifs aux droits de l'homme soulevés par les politiques et les pratiques particulières en matière de fiscalité et de dépenses; (3) formuler des recommandations concrètes aux Etats pour leur permettre une politique budgétaire et fiscale plus en conformité avec les principes et obligations des droits de l'homme.

La rapporteuse accepte aussi toutes recherches ou études plus spécifiques sur le sujet, particulièrement celles examinant comment la politique fiscale influe sur les droits de l'homme des personnes vivant dans la pauvreté. Les réponses au questionnaire ci-dessous sont plus particulièrement recherchées dans le but de rassembler différentes opinions émanant de la société civile sur les politiques et les pratiques de pays variés. Veuillez s'il-vous-plait **noter qu'il n'est pas nécessaire de répondre entièrement à toutes les questions, des réponses partielles sont toutes aussi bienvenues**.

Imposition

1. Est-ce que la politique fiscale de votre gouvernement est compatible avec l'obligation d'utiliser au maximum les ressources disponibles afin de permettre la réalisation des droits économiques et sociaux ? Si non, pourquoi ? Est-ce que des obstacles de nature nationale ou internationale empiètent sur la capacité de votre gouvernement à mobiliser le maximum des ressources disponibles à travers l'impôt ?
2. En général, diriez-vous que le régime d'impôt est régressif ou dégressif ? Pourquoi ? Veuillez s'il-vous-plait nous fournir des exemples (proportion de la santé, du revenu, et part des impôts dans le revenu total ; La répartition des impacts de ce schéma d'imposition entre et à l'intérieur des ménages, y compris la déduction et l'exemption des femmes, des personnes vivant dans la pauvreté, des familles monoparentales, ou vivant sous statut marital). Quelle est la part des revenus d'imposition payée par les différents groupes et le taux d'imposition sur ces différents groupes sociaux ?

3. Quel est le ratio de l'impôt / PIB de votre pays? Diriez-vous que le régime d'imposition de votre pays permet à l'Etat de : a) Lever les ressources adéquates afin d'assurer la pleine réalisation des droits de l'homme, y compris le financement durable d'un système de protection sociale ; b) d'atténuer la pauvreté et les inégalités ; et de c) s'assurer que les droits des désavantagés et marginalisés ne soient pas disproportionnellement affectés ? Veuillez, s'il-vous-plait, expliquer. Si la réponse est négative, pourquoi ces taux sont-ils différents des autres types d'impôt non mis en place ?
4. Comment est-ce que le gouvernement garantit que la conception et la mise en œuvre des mesures d'austérité tout comme le suivi de leurs impacts, soient conformes aux principes des droits de l'homme de participation, de transparence, de non-discrimination et de la responsabilisation? Y a-t-il des mécanismes spéciaux pour protéger ces garanties, plus précisément pour les groupes vulnérables et marginalisés ?
5. Si le gouvernement a récemment introduit une baisse d'imposition, quel secteur de la société en a le plus bénéficié ? Comment votre gouvernement justifie une quelconque réduction dans le revenu, qui pourrait résulter en baisse d'impôt ? Quel est le taux d'imposition de votre pays ?
6. Quel est la pression fiscale sur le secteur financier ? Caractériseriez-vous le secteur financier comme payant une part égale des taxes ? Sur quelles bases ?
7. Y a-t-il des industries spécifiques qui reçoivent des subventions (par exemple, l'agriculture, le logement) ? Est-ce que ces subventions sont liées aux engagements des gouvernements concernant un droit de l'homme en particulier (par exemple, le droit à un logement convenable ou à l'alimentation) ou bien est-ce qu'elles suivent d'autres raisons liées aux droits de l'homme ?
8. Votre gouvernement a-t-il proposé ou soutenu une coopération fiscale intergouvernementale ? Quelle est sa position officielle en matière de paradis fiscaux ? Quelle est sa position officielle sur le flux illégal de capital, comme par exemple les mesures pour arrêter le transfert des prix, les propositions de suivi pays par pays, l'échange automatique d'information, la divulgation de la propriété des ayants-droit?
9. Votre gouvernement a-t-il proposé ou soutenu des politiques fiscales internationales comme la taxe sur les transactions financières ? Si oui, veuillez spécifier s'il-vous-plait sous quelles formes. Si non, expliquer s'il-vous-plait la nature de ce refus. Est-ce que les revenus issus de ces impôts (si en place) vont dans les revenus généraux ou bien sont-ils réservés à des secteurs ou programmes spécifiques ?
10. Votre gouvernement prend-t-il part à des investissements internationaux ou des accords commerciaux qui entravent la capacité de votre pays à lever des impôts ou la capacité du ou des pays partenaires à lever des taxes ? Votre gouvernement prend-t-il part à des contrats d'investissement ou de concessions qui limitent sa capacité à lever des taxes sur certaines compagnies ou certains secteurs spécifiques ? Quelles sont les mesures (si existantes) prises pour atténuer les impacts de ces limitations sur les capacités de votre pays (ou des autres pays) à lever les ressources adéquates afin de remplir ses obligations envers les droits de l'homme ?

Dépenses

1. Est-ce que les critères d'égalité des genres et les droits économiques et sociaux sont considérés lors de la planification et l'exécution du budget ? Si oui, comment sont-ils intégrés et suivis ? Depuis quand ? Avez-vous ou votre gouvernement été capables de suivre les effets de ces critères ? Si oui, quels sont les résultats que vous avez obtenus en appliquant ces critères ?
2. Est-ce que votre gouvernement a mis en place ou planifie de mettre en place des mesures fiscales d'austérité, comme de couper les dépenses des services sociaux ? Si oui, quelles sauvegardes ont été ou seront mises en place pour s'assurer que de telles mesures soient cohérentes avec les obligations des droits de l'homme ? Est-ce que ces coupures sont temporaires ou permanentes ? Ces mesures sont-elles nécessaires dans le sens où leur absence aurait signifié un plus grand préjudice sur les droits économiques et sociaux de la population ? Le gouvernement a-t-il identifié les droits minimum qui ne devraient pas être affectés ? Ces coupures sont-elles accompagnées par des mesures d'atténuation afin d'assurer que les populations vulnérables et marginalisées ne soient pas disproportionnellement affectées ? Si oui, veuillez s'il-vous-plait nous fournir des exemples de telles mesures.
3. Quelles mesures sont mises en place pour assurer la participation, la transparence, la non-discrimination et la responsabilisation dans la conception et la mise en œuvre des coupures dans les dépenses et le suivi de leurs impacts ?
4. Quelle est la distribution des dépenses entre les différents groupes sociaux (par exemple les différences hommes-femmes, milieux ruraux-urbains, entre les groupes d'âge) ? Quels pourcentages dans le budget national votre gouvernement alloue et dépense dans les services de santé, d'éducation publique et dans les allocations familiales comparé aux dépenses militaires ?
5. Quel pourcentage dans le budget national va au service de la dette ? Ce niveau de paiement est-il cohérent avec les dépenses nécessaires pour être en conformité avec les obligations de votre gouvernement en matière des droits de l'homme ?
6. Quelle est votre estimation des capacités de votre gouvernement en termes de recouvrement de taxe, de gestion de trésorerie, d'exécution de budget de comptabilité et d'audit ?

Si vous avez besoin de plus d'information, veuillez s'il-vous-plait consulter le site internet de la rapporteuse spéciale sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme :

<http://www.ohchr.org/EN/Issues/Poverty/Pages/Fiscalandtaxpolicy2014.aspx>

Veuillez s'il-vous-plait envoyer vos contributions en anglais, espagnole ou français en format Word, PDF ou autre format compatible pas plus tard que le **2 décembre 2013** à : srextremepoverty@ohchr.org